



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie pour l'année 2023

**Document d'action Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie - Appuyer la participation de la jeunesse à une société inclusive et durable**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie - Appuyer la participation de la jeunesse à une société inclusive et durable Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62022  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative « Équipe Europe »</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République islamique de Mauritanie (Mauritanie)
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif Pluriannuel (PIP) pour la Mauritanie 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	OS 3.2 : Renforcer la stabilisation et la consolidation de la présence de l'État dans les zones reculées du Sud-Est et l'étendre aux quartiers périphériques de Nouakchott  Résultat : La sécurité en banlieue de Nouakchott est améliorée et la population est protégée
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Domaine prioritaire 3 - Gouvernance  CAD 15220 : Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement) : ODD 16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : ODD 5 - Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

	ODD 10 - Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ODD17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	16061 – Culture et loisirs – 50 % 15150 – Participation démocratique et société civile – 25 % 15220 – Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits – 25%			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	Canal 1 – 12001 – Gouvernement Central Canal 2 – 20000 – Organisations non gouvernementales et société civile			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	
	énergie	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé : 7 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 7 000 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion directe</b> par subvention(s) <b>Gestion indirecte avec</b> la République islamique de Mauritanie			

## 1.2 Résumé de l'action

Le projet s'inscrit dans la continuité du programme de prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie « SEMAH » financé sous le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) et bénéficiera des expériences acquises dans la mise en œuvre de projets du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique : « La voix des Jeunes » et de prévention de la radicalisation violente « CORIM ».

Il se situe dans un double contexte. D'une part, comparé aux autres pays de la sous-région (en particulier), la Mauritanie jouit d'une relative stabilité, marquée par très peu d'événements violents et de manifestations depuis plusieurs années. D'autre part, le contexte national est marqué par une conflictualité sociale et culturelle latente, alimentée par de rapides transformations économiques, sociales et environnementales, et une ouverture à la mondialisation et aux médias sociaux dont les bénéfices sont inégaux. Ce double contexte constitue un facteur de risque pour la stabilité du pays.

Dans ce cadre, l'Union européenne (UE) porte une attention particulière aux opportunités qui s'offrent à la jeunesse du pays au travers d'une approche « multi-axes », concernant notamment la formation professionnelle et l'appui à l'entrepreneuriat pour faciliter l'intégration économique et, afin de faciliter l'inclusion sociale dans les domaines du sport, de la culture et de la participation citoyenne. En complémentarité d'autres projets de l'UE en Mauritanie, ce programme vise en particulier cette dernière dimension, liée à l'inclusion et à la participation sociale des jeunes femmes et hommes.

Ainsi, l'UE entend contribuer à la capacitation et la participation des jeunes au développement socio-économique du pays. Elle vise à consolider les liens sociaux, la culture citoyenne, le dialogue interculturel et intergénérationnel, à améliorer les conditions de la jeunesse en conflit avec la loi, le rôle de la femme dans la société, la lutte contre toute forme de radicalisation, en associant un large éventail d'acteurs qui tissent des liens solides avec la jeunesse.

Ces objectifs seront atteints d'une part au travers de l'amélioration de l'offre culturelle et sportive à destination de la jeunesse, y compris les femmes et d'autre part au travers d'un appui aux initiatives de la société civile

représentative de la jeunesse contribuant à la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux et la promotion de l'égalité femmes – hommes.

L'action permettra de répondre à l'objectif 3.2 du programme indicatif pluriannuel visant le renforcement de la stabilisation et de la présence de l'État au travers d'une approche axée sur la prévention et une couverture géographique pouvant s'adapter au contexte national. En cela elle contribuera à l'ODD 16 visant la paix, la justice et des institutions efficaces. En outre, elle contribue au Cadres politiques prioritaires de l'UE au Sahel, spécifiquement à l'objectif politique prioritaire n°4 pour la Mauritanie, « *Consolider et renforcer la sécurité et la protection des droits humains, notamment des femmes* ».

Cette action, par nature transversale, recoupe les objectifs de la Feuille de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile en Mauritanie ainsi que ceux visant à renforcer la société civile avec une attention particulière à la jeunesse et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle fera le lien avec les autres actions à destination de la jeunesse, en particulier en ce qui concerne l'insertion économique et l'accès aux soins de santé.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La Mauritanie est un pays qui occupe une position géographique importante, en tant que zone de transition entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, doté d'une large façade sur l'océan Atlantique. Les paysages désertiques dominent ce pays d'une superficie de 1 036 000 km<sup>2</sup>. La population de la Mauritanie aujourd'hui estimée à près de 5 millions d'habitants, devrait atteindre 6 millions d'habitants en 2030 et 9 millions en 2050, dont 72% vivront en milieu urbain<sup>1</sup>, contre 58 % aujourd'hui. La population de la Mauritanie est jeune, avec plus de 50% de la population ayant moins de 18 ans et 75% ayant moins de 35 ans. Selon l'enquête sur les conditions de vie des ménages de 2019, le sous-emploi touche 41,9 % de la population, avec une incidence disproportionnée chez les femmes (58,2 %) et les jeunes (53,1 %).

Comparée à ses voisins sahéliens, la Mauritanie connaît une relative stabilité depuis 2012 malgré la détérioration continue de la situation sécuritaire dans la sous-région. Différents éléments de sa stratégie sécuritaire et de lutte contre l'extrémisme violent ont été largement appuyés dans le cadre de la coopération bilatérale de l'UE. Le président Ghazouani a exprimé sa volonté d'approfondir le partenariat avec l'UE pour parvenir à un environnement plus stable dans le Sahel et propice au développement.

La forte tradition religieuse, de dialogue et de coexistence pacifique sont des facteurs d'unité du pays. Néanmoins, des facteurs de tensions existent, parmi lesquels des disparités socio-économiques importantes et des inégalités entre différentes catégories de la société, qu'elles soient ethniques, générationnelles ou basées sur le sexe, créant un sentiment d'injustice et des risques pour la stabilité du pays et son développement.

Dans ce cadre, une partie importante de la stratégie d'intervention de l'UE pour la stabilité et le développement en Mauritanie vise à répondre aux défis et enjeux auxquels les jeunes sont confrontés, afin de leur permettre de participer pleinement au développement de leur pays et de lutter contre leur marginalisation autour de deux axes complémentaires, l'un concernant l'intégration économique (notamment au travers de la formation professionnelle et de l'appui à l'entrepreneuriat) et l'autre l'intégration sociale et la participation citoyenne.

Cette priorité accordée à la jeunesse rejoint celle du Président Ghazouani, qui considère que l'engagement citoyen de la jeunesse est déterminant dans l'œuvre de la construction nationale. En outre, l'un des chantiers prioritaires de la Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée 2016-2030 (SCAPP) est la « promotion de la jeunesse, de la culture et du sport » avec pour objectif « de mobiliser le financement de la stratégie de promotion de la jeunesse et d'accélérer sa mise en œuvre, en vue d'une participation accrue des jeunes au développement socio-économique du pays ». Elle est aussi un des axes stratégiques d'interventions de l'action

<sup>1</sup> Worldometer - United Nations data, 2023

extérieure de l'UE concernant la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent et la lutte contre ces phénomènes<sup>2</sup>.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes

Des facteurs de tension subsistent en Mauritanie, parmi lesquels des disparités socio-économiques importantes, des inégalités entre différentes catégories de la société, qu'elles soient ethniques, générationnelles ou basées sur le sexe, créant un sentiment d'injustice et des risques pour la stabilité du pays et son développement. Ces facteurs de risques endogènes peuvent être exacerbés par des facteurs exogènes comme le débordement de conflits frontaliers, en particulier depuis le Mali, les conséquences du changement climatique et d'une dégradation de l'environnement (notamment en termes d'accès aux ressources).

Le pays connaît un certain affaiblissement de ses structures sociales traditionnelles, souvent basées sur la sagesse des aînés, qui ont des difficultés à répondre aux attentes d'une jeunesse de plus en plus exposée, notamment au travers des médias sociaux, à des modes de vie différents, souvent associés à des pays dit développés. Cette exposition peut stimuler l'attrait pour ces modes de vie, qui peut augmenter les frustrations si aucune opportunité n'existe, ou stimuler un rejet radical de cette modernité.

Les stéréotypes et biais culturels qui limitent le rôle des femmes à un rôle domestique et de procréation, la dépendance des femmes aux hommes à tous les étapes de leur vie, le processus de socialisation selon lequel les femmes et les filles jouent un rôle secondaire par rapport aux hommes, ainsi que le manque de participation des femmes dans la prise de décision au sein du foyer et dans la société et la persistance des violences faites aux femmes et aux filles constituent tous des contraintes défavorables pour le développement économique et social inclusif.

Malgré les mesures mises en place par les autorités publiques, et l'accompagnement conséquent des partenaires techniques et financiers, une part importante de la jeunesse mauritanienne reste faiblement intégrée à l'environnement économique et social du pays. Cette faible inclusion freine le développement économique du pays et augmente les risques d'éclatement sociétal autour des lignes de failles existantes.

À côté des efforts visant à contenir le débordement de conflits frontaliers à l'intérieur du territoire mauritanien, il est primordial de travailler à la prévention et la résolution des conflits endogènes dont les principales sources actuelles ou potentielles d'éclosion sont reprises ci-dessus. À cet effet, la lutte pour l'inclusion citoyenne, économique et sociale de la jeunesse est cruciale.

### Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

La **jeunesse mauritanienne (femmes et hommes)** est la principale partie prenante, en tant que bénéficiaire et acteur de l'action (titulaires de droits). Elle est caractérisée par de fortes disparités socio-économiques recoupant des différences notamment ethniques, tribales, linguistiques, géographiques (rural/urbain, terrain désertique/terrain fertile), d'éducation/formation, entre femmes et hommes ou encore culturelles. Les facteurs d'unité existent (appartenance nationale et religieuse) mais les risques d'érosion sont réels. La jeunesse mauritanienne est ainsi peu homogène, ce qui rend sa représentation d'autant plus difficile. Ses capacités sont très variables et le projet devra s'appuyer sur les jeunes les plus dynamiques et volontaires afin de toucher les plus vulnérables et marginalisés. Des mécanismes de gestion inclusive du projet seront mis en place afin de garantir une appropriation maximale.

Le **ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement (MCJS)** (titulaire d'obligations) est l'un des premiers ministères à avoir adopté une vision stratégique au travers de la Stratégie nationale de la jeunesse et des sports. Il sera le maître d'ouvrage d'une part importante de l'action (cf. infra) et fera partie du Comité de Pilotage. Le MCJS est un partenaire privilégié de l'UE depuis 2013, et a une expérience

<sup>2</sup> <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8868-2020-INIT/fr/pdf>

substantielle en matière de planification et gestion de projets et d'installation d'infrastructures de base pour les jeunes. Les autres ministères concernés par les problématiques de la jeunesse pourront être associés au pilotage de l'action, notamment le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le ministère de l'Environnement et du Développement durable, le ministère de la Justice et le ministère des affaires islamiques et de l'enseignement originel. Au niveau institutionnel, le Haut-Conseil de la jeunesse, le Commissariat des droits de l'Homme, de l'action humanitaire et des relations avec la société civile ainsi que les autorités déconcentrées et décentralisées seront également associées. Sur ce dernier point, une attention particulière sera portée sur l'équilibre entre autorités déconcentrées et décentralisées, en fonction de leurs mandats, capacités et besoins respectifs, en cherchant une saine coopération.

**Les organisations de la société civile (OSC)** travaillant sur les problématiques de la jeunesse sont en développement. Le renforcement des associations de jeunes, incluant les associations de jeunes filles/femmes, et de celles travaillant avec la jeunesse est l'un des principaux objectifs de la « Feuille de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile en Mauritanie ». Beaucoup de ces associations demeurent encore informelles et à capacités limitées mais certaines ont développé leurs capacités et acquis de l'expérience, y compris au travers de l'appui de l'UE.

Les **leaders religieux et coutumiers**, cruciaux dans la structuration sociale mauritanienne, seront invités à pleinement participer dans l'action, notamment dans une perspective de désamorçage des tensions intergénérationnelles et afin de garantir une adhésion de chacun au projet y compris lorsqu'il peut questionner ou remettre en cause les structures sociales en place.

Les autres **partenaires techniques et financiers**, agences d'États membres (notamment l'agence française de développement (AFD) pour son programme « graines de citoyenneté »), l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), les organisations internationales et organisations non gouvernementales (dont celles soutenues par l'UE), seront invités à participer au suivi de l'action.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** de cette action est d'améliorer la stabilité de la Mauritanie en renforçant l'inclusion sociale et de la participation citoyenne des jeunes, y compris les femmes.

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont :

OS1 : L'offre d'espaces d'activités citoyennes, sportives et culturelles pour les jeunes, y compris les femmes, est renforcée

OS2 : Les initiatives de la société civile représentative de la jeunesse contribuant à la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la promotion de l'égalité hommes-femmes et les problématiques environnementales sont appuyées

Les **produits** à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

**Contribuant à l'OS1 :**

- 1.1 Les capacités des institutions impliquées dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la jeunesse et des sports sont renforcées ;
- 1.2 Le nombre et la qualité des espaces citoyens, sportifs et culturels inclusifs pour les jeunes sont améliorés ;
- 1.3 Les espaces citoyens, sportifs et culturels pour les jeunes sont gérés et animés de manière inclusive et durable ;
- 1.4 Les espaces citoyens, sportifs et culturels pour les jeunes servent de support aux activités mises en œuvre dans le cadre de l'OS2.

**Contribuant à l'OS2 :**

- 2.1 Les capacités des acteurs de la société civile et leurs réseaux actifs dans les domaines de l'action sont renforcés concernant la gestion de la vie associative, la planification, le plaidoyer, l'engagement civique et citoyen, la formulation de projets, la gestion organisationnelle et financière et la prise en compte des aspects transversaux dont notamment les aspects liés au genre, handicap et environnement ;
- 2.2 Les connaissances des OSC relatives aux objectifs de l'action sont renforcées et partagées ;
- 2.3 Des activités des OSC concourant aux objectifs de l'action sont appuyées ;
- 2.4 Les OSC concourent à la gestion et l'animation des espaces de l'OS1.

## 3.2 Activités indicatives

### Activités liées au produit 1.1

- Appui à la rédaction et à l'opérationnalisation des stratégies nationales et régionales au profit des jeunes en Mauritanie.
- Identification et analyse des besoins de renforcement des capacités du ministre, des directions régionales de la jeunesse et des autorités locales.
- Renforcement des capacités d'action des directions régionales de la jeunesse des autorités locales, incluant la fourniture de matériel et la formation inclusifs, sur la base des besoins identifiés.

### Activités liées au produit 1.2

- Faire le bilan du fonctionnement et de l'impact d'espaces existants incluant une analyse sexospécifique ;
- Recenser les besoins et les zones de construction d'espaces additionnels prioritaires pour la jeunesse ;
- Construire de nouveaux espaces à finalités citoyenne, sportive, culturelle et sociale (attention spéciale à l'accessibilité des personnes avec un handicap ;
- Organiser un bilan périodique de suivi-évaluation du niveau de développement et durabilité des espaces.

### Activités liées au produit 1.3

- Identifier au sein d'OSC et parmi les jeunes les structures d'animation et d'entretien de l'espace et de gestion des programmes et services ;
- Accompagner le dialogue et la coordination, au sein des espaces, entre la jeunesse et les autorités locales;

### Activités liées au produit 1.4

- Faciliter et encourager la mise en œuvre d'activités du produit 2 dans le cadre des espaces.

### Activités liées au produit 2.1

- Organisation d'ateliers de formation / formation de formateurs et de sensibilisation ;
- Production de matériel didactique multilingue (supports écrits et oraux).

### Activités liées au produit 2.2

- Organisation d'ateliers de formation / formation de formateurs et de sensibilisation pour renforcer les capacités des jeunes, y compris des femmes, en matière de prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la promotion de l'égalité hommes-femmes et les problématiques environnementales ;
- Organiser la sensibilisation de/par la jeunesse aux cadres propices à leur implication au niveau national, européen et international, concourant aussi à l'égalité femmes – hommes et l'interculturalité ;
- Renforcement des capacités et appui aux jeunes journalistes et communicateurs pour la diffusion de messages visant la prévention des conflits, la promotion du dialogue interculturel incluant la prise en compte de l'aspect genre.

### Activités liées au produit 2.3

- Appui à des activités d'organisations (nationales et locales) de la société civile concourant aux objectifs de l'action, y compris la promotion du rôle de la femme dans l'espace civique. Cette activité doit permettre de cibler des actions communautaires portées par des organisations à ancrage local ;
- Appui à des activités de sensibilisation (festivals, caravanes, débats, conférences) et de renforcement des espaces de culture et de rencontre pour promouvoir le dialogue, les échanges interculturels et la cohésion sociale.
- Appui à des activités promouvant et reconnaissant le rôle des femmes en tant qu'éducatrices dans les domaines culturels et religieux et les aidant à développer des argumentaires destinés à contrer la rhétorique extrémiste ;
- Soutenir des activités visant à la réinsertion sociale des jeunes en conflits avec la loi.

### Activités liées au produit 2.4

- Appui à des activités sportives et culturelles, y compris au sein des espace jeunes, favorisant le contact interculturel, le développement de compétences sociales et émotionnelles, l'égalité hommes-femmes.

**L'action favorisera l'identification locale et participative des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et des solutions appropriées au contexte pouvant être apportées.**

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Le changement climatique et la protection de l'environnement constituent des aspects importants du projet, notamment en tant que facteurs de risques pour la stabilité du pays. Le projet les abordera donc tant en termes de protection que d'adaptation. Il s'agira d'une part de favoriser les mesures et actions visant un haut degré de protection de l'environnement, dans le cadre des procédures de passation de marché (y compris, lorsque pertinent en privilégiant l'écoconstruction) et du soutien aux activités des OSC de jeunes intégrant les préoccupations relatives à la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. D'autre part, une attention particulière sera accordée à l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les conflits (accès à la terre et aux autres ressources naturelles).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet).

L'examen préalable de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en considération au cours de la conception).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'ERC que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

L'intégration de la dimension égalitaire femmes – hommes (genre) est clé dans les dynamiques de prévention des conflits et de l'extrémisme violent à tous les niveaux, tant en ce qui concerne la contribution des dynamiques de genre au sein des organisations violentes, et notamment l'importance des masculinités dans les narratifs extrémistes, qu'en ce qui concerne l'importance de l'inclusion des femmes dans la prévention et la résolution des conflits. L'action visera donc à ce que la dimension genre soit pleinement prise en compte durant la mise en œuvre.

Une attention particulière sera accordée à la condition et l'implication des filles et des femmes conformément au Country Level Implémentation Plan (CLIP) – Plan d'Action Genre – GAP III de l'UE en Mauritanie. L'action va contribuer aux domaines thématiques du GAP III et spécialement aux domaines d'engagement thématique « promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités » et « intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité ». Toutes les activités adopteront une approche sensible au genre et les indicateurs seront, si possible, désagregés par sexes. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes est un objectif significatif de cette Action, comme détaillé ci-dessus.

#### **Droits humains**

La question de la promotion des droits humains est consubstantielle à l'action. Beaucoup de griefs des populations marginalisées sont liées à des questions de droits humains, telles que l'accès au foncier, la reconnaissance des minorités, l'esclavage ou l'accès à la justice et à la réparation. Les activités soutenues par le projet, en particulier dans le cadre de l'objectif spécifique 2, qui visent la prévention des conflits, la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité, s'articuleront en grande partie autour de la promotion et du respect des droits humains.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que ces questions ne sont pas un thème prioritaire de l'action. Néanmoins, la mise en œuvre de l'action se fera de la manière la plus inclusive possible, en portant attention aux mesures



spécifiques qui pourraient devoir être prises afin d'inclure les personnes porteuses d'invalidité/de handicap (par exemple dans la construction de nouveaux espaces, la rénovation ou la redynamisation des espaces existants). De plus des actions spécifiques à destination de ces personnes, portées par des OSC, pourraient être soutenues dans le cadre de la promotion du mieux vivre ensemble.

### Réduction des inégalités

Bien que des progrès soient notés, la Mauritanie est confrontée à plusieurs types d'inégalités, qui peuvent être des sources de conflits lorsqu'elles sont ou sont vécues comme des discriminations ou des injustices. Le projet n'a pas comme objectif spécifique de réduire les inégalités. Cependant, la capacitation des jeunes, la structuration des OSC, les dialogues visant à la prévention des conflits devraient permettre de contribuer aux efforts nationaux visant à amoindrir ces inégalités. De par sa nature, le projet visera avant tout les individus les plus défavorisés afin de garantir leur pleine inclusion dans la société.

### Démocratie

Le projet vise l'accroissement de la participation des jeunes à la vie démocratique en Mauritanie et la promotion de la démocratie participative comme facteur de stabilité. Dans sa mise en œuvre, le projet mettra en place (ou, lorsque cela est possible, s'appuiera) sur des structures participatives et inclusives de prise de décision, afin de renforcer l'appropriation et la pertinence des interventions.

### Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action vise la prévention des conflits en se focalisant essentiellement sur l'inclusion de la jeunesse dans la société. Ce faisant, une approche « ne pas nuire » sera observée avec la plus grande attention. En particulier, l'action veillera à ne pas créer de nouvelles tensions, par exemple en opposant modernité et tradition. Les interventions telles que celles-ci, qui apportent de nouvelles ressources, données ou qui peuvent modifier les processus décisionnels doivent être particulièrement sensibles à leur impact sur les dynamiques de conflits. L'action identifiera les forces de la culture mauritanienne permettant de renforcer la stabilité du pays.

### Questions linguistiques

La question des connaissances linguistiques revêt une importance capitale en Mauritanie, de par sa grande diversité. Afin de toucher tous les publics, des supports linguistiques appropriés seront mis en place, tant à l'écrit qu'à l'oral, compte tenu du taux de prévalence important de l'illettrisme.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	1. Les tensions sociales et communautaires en Mauritanie s'exacerbent (pour causes humaines ou naturelles)	M	M	Le projet renforce les mesures les plus appropriées pour contribuer à l'atténuation des tensions
	2. L'ordre social et constitutionnel est interrompu	F	E	Le projet suspend ses activités et revoit son approche d'intervention
Personnel et organisation	3. Le personnel du projet fait face à des pressions / critiques	F	F	Le projet renforce la communication quant à la transparence des attributions, la

	quant aux allocations de ressources			collégialité des décisions et l'approche participative
Communication et information	4. Le projet est perçu comme une ingérence occidentale sur les structures sociales et traditions	<b>F</b>	<b>M</b>	Le projet renforce sa communication sur la définition locale des problèmes et des solutions, sur l'approche inclusive et participative

#### **Enseignements tirés :**

Cette action s'appuie sur l'expérience acquise en Mauritanie, en adaptant les activités, produits et objectifs spécifiques en fonction des évaluations menées. L'expérience des projets « prévention de conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie » financé par le 10<sup>e</sup> FED et de son deuxième volet « Semah » financé par le 11<sup>e</sup> FED ont mis en valeur l'utilité de l'appropriation de la part des structures étatiques pour des actions sensibles, qui tiennent au cœur de l'UE et des autorités. En particulier, le pilotage du ministère de la Jeunesse et des Sports a permis d'avancer rapidement pour la mise en place d'infrastructures dans les différentes régions et le travail avec les directions régionales et autorités locales.

Le « Results Oriented Monitoring » (ROM) du projet Semah a noté une très bonne pertinence des objectifs et de la logique d'intervention, mais une complémentarité avec d'autres interventions aurait pu être améliorée. Le présent projet vise à remédier à cette lacune par un pilotage plus ouvert. La durabilité du projet Semah est tributaire d'une Unité de gestion de projet efficace mais ad hoc. L'action pourra chercher à pérenniser l'expérience acquise en visant une meilleure intégration au sein du ministère.

L'action bénéficiera également des enseignements tirés d'autres projets dont le projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en République islamique de Mauritanie (CORIM) ou le projet « jeunesse et pouvoir d'agir » ainsi que le projet « La voix des jeunes » financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique.

### 3.5 Logique d'intervention

Cette action s'inscrit dans la stratégie globale de l'UE en Mauritanie afin de concourir à la stabilité et au développement du pays, axée sur la pleine mobilisation de la jeunesse dans toutes ses composantes, visant son inclusion et sa participation dans la vie sociale, économique et politique du pays. Dans ce cadre, cette action s'attache aux problématiques de l'inclusion sociale et de la participation citoyenne, en particulier des publics les plus marginalisés.

L'objectif spécifique numéro 1 vise à garantir l'existence d'espaces permettant le développement d'activités par et pour les jeunes femmes et hommes. Ces espaces ont une vocation citoyenne, culturelle et sportive et pourront aussi être utilisés pour fournir d'autres services et faire le lien avec d'autres activités, comme par exemple la fourniture d'informations sur les opportunités de formation professionnelle ou d'appuis à l'entrepreneuriat (également soutenues par l'Union européenne). Le recensement des espaces existants, la prise en compte des leçons apprises, la construction de nouveaux espaces, la rénovation ou la redynamisation des espaces existants, permettront d'augmenter l'égalité des territoires en matière d'offre à destination de la jeunesse en s'assurant de l'accessibilité pour les femmes et pour les personnes avec un handicap. Ces espaces seront à la fois des lieux de rencontre et de dialogue et des lieux de formation à la participation active des jeunes, en ce qu'ils seront associés à leur gestion et leur animation (une petite caisse pourra être mise à disposition dans le respect des procédures financières). Au travers de ces activités, l'offre de services citoyens, sportifs et culturels à destination des jeunes femmes et hommes devrait augmenter, et contribuer au dialogue entre communautés.

L'objectif spécifique numéro 2 vise à mobiliser et renforcer les capacités locales pour renforcer l'inclusion sociale des jeunes au travers d'activités citoyennes, sportives et culturelles. Le principe directeur est le développement d'actions pour et par les bénéficiaires : les bénéficiaires sont les acteurs principaux de la mise en œuvre. Grâce à des formations et sensibilisations, les bénéficiaires acquerront des compétences de gestion leur permettant de développer des interventions durables et réalistes et un accompagnement de fond sur les thématiques de la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la promotion de l'égalité hommes-femmes et les questions environnementales. L'accent sera mis sur la reproductibilité, la dissémination et des logiques de formations de formateurs afin de promouvoir la durabilité des interventions et leur pleine appropriation. Des subventions de faibles montants seront octroyées à des OSCs afin de soutenir l'essentiel de la mise en œuvre des activités de cette composante. La consolidation ou la restauration des liens de confiance et du dialogue entre bénéficiaires pourra notamment être appuyée au travers d'événements sportifs et culturels.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

**Tous les indicateurs sont à comprendre, dans la mesure de la disponibilité des données, comme étant désagrégés par catégories pertinentes pour le projet, notamment par sexe, par région, statut de handicap, éducation/formation, âge, etc., dans le respect des réglementations applicables en matière de protection des données personnelles.**

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Améliorer la stabilité de la Mauritanie en renforçant l'inclusion sociale et la participation citoyenne des jeunes, y compris les femmes	<p>1. Nombre de batailles, violences contre des civils, émeutes et manifestations</p> <p>2. Taux de participation électorale/Nombre de jeunes candidats/GERF 1.29 SDG 5.5.1 Proportion of seats held by women in (a) national parliaments and (b) local governments)</p> <p>Proportion de sièges occupés par des femmes dans a) les parlements nationaux et b) les administrations locales (ODD 5.5.1 et GAP III)</p> <p>3. Taux de criminalité</p> <p>4. GERF 1.19 Institute for Economics and Peace (IEP) Global Peace Index (link is external)</p> <p>5. GERF 1.21 World Bank Worldwide Governance Indicators (WGI) Voice and Accountability Score (link is external)</p> <p>6. GERF 2.39 Number of people directly benefiting from EU supported interventions</p>	<p>1. 2022: 9</p> <p>2. Chiffres des élections de 2023</p> <p>3. 2022 : chiffres non disponibles à l'heure actuelle</p> <p>4. 2022 : 2.193</p> <p>5. 2021 : -0.77</p> <p>6. 2024 0 (au travers de cette action)</p>	<p>1. 2029 : amélioration</p> <p>2. Prochaines élections : augmentation de la participation des jeunes</p> <p>3. 2029 : amélioration</p> <p>4. 2029 : amélioration</p> <p>5. 2029 : amélioration</p> <p>6. 2029 : nombre total de bénéficiaires</p>	<p>1. Armed Conflict Location &amp; Event Data Project (ACLED), source alternative: Uppsala Conflict Data Program (UCDP)</p> <p>2. Commission électorale nationale indépendante (CENI)</p> <p>3. Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MIDEC). Les chiffres ne sont pas encore disponibles mais le ministère s'est engagé à les publier de manière régulière.</p> <p>4. IEP</p> <p>5. WGI</p> <p>6. Rapports d'activités du projet</p>	Non applicable	Améliorer la stabilité de la Mauritanie en renforçant l'inclusion sociale et la participation citoyenne des jeunes, y compris les femmes

	that aim to reduce social and economic inequality					
<b>Réalisation 1</b>	1. L'offre d'espaces d'activités citoyennes, sportives et culturelles pour les jeunes, y compris les femmes, est renforcée	<p>1.1. Nombre de jeunes déclarant (1) avoir accès et (2) participer dans des activités, ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>1.2. Distance moyenne d'accès à un espace d'activités (ou un autre indicateur permettant de mesurer la pertinence de la répartition spatiale des infrastructures et l'accessibilité pour les jeunes femmes, hommes et personnes avec un handicap)</p>	<p>1.1. 2023 : à déterminer</p> <p>1.2. 2023 : à déterminer</p>	<p>1.1. 2029 : à déterminer</p> <p>1.2. 2029 : amélioration</p>	<p>1.1 Rapports d'activité du projet</p> <p>Registres des usagers des espaces</p> <p>1.2 Enquêtes initiale et finale du projet.</p>	<p>Le MCJS confirme son engagement et son leadership pour le déploiement des infrastructures</p> <p>L'État/les collectivités mettent à disposition des terrains</p> <p>Les autorités locales favorisent l'accès des jeunes aux infrastructures</p> <p>Les jeunes montrent un intérêt pour les espaces mis à disposition</p>
<b>Réalisation 2</b>	2. Les initiatives de la société civile représentative de la jeunesse contribuant à la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la promotion de l'égalité hommes-femmes et les problématiques environnementales sont appuyées	<p>2.1. Cadre de Résultats Europe dans le Monde (CREM) 2.24 Nombre de personnes ayant directement bénéficié d'interventions soutenues par l'UE dans les domaines de la consolidation de la paix après un conflit civil et/ou de la prévention des conflits ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>2.2. Proportion d'individus se sentant marginalisés ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>2.3. CREM 2.28 Nombre d'organisations communautaires de la société civile bénéficiant du soutien de l'UE (ou atteintes par celui-ci) ventilé par type d'organisation (par exemple : droits humains, femmes, etc.)</p>	<p>2.1 0 (au travers de cette action)</p> <p>2.2 À déterminer</p> <p>2.3 0</p>	<p>2.1 2029 : à déterminer</p> <p>2.2 2029 : amélioration</p> <p>2.3 2029 : à déterminer</p>	<p>2.1. rapport d'activité du projet</p> <p>2.2. enquête initiale / finale</p> <p>2.3 rapport d'activité du projet</p>	<p>Les OSC sont disponibles et motivées pour mettre en œuvre des initiatives</p> <p>Les OSC sont en mesure d'identifier et cibler les publics les plus vulnérables</p>
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 Les capacités des institutions impliquées dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale jeunesse et sports sont renforcées ;	1.1.1. Nombre de directions régionales de la jeunesse et des sport (DRJS) et de délégués appuyées pour la mise en œuvre de la SNJS	1.1.1 2022 à définir	1.1.1 2029 : 15	1.1.1 données du MCJS	Le MCJS adopte la SNJS

<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 Le nombre et la qualité des espaces citoyens, sportifs et culturels pour les jeunes sont améliorés	1.2.1. Nombre d'espaces citoyens appuyés et fonctionnels, % avec une sensibilité genre et accessible pour les personnes avec un handicap	1.2.1. 2022 : 4	1.2.1. 2029 : au moins 8	1.2.1. Rapport d'activités	Des terrains sont mis à disposition par les autorités
<b>Produit 3 lié à la réalisation 1</b>	1.3 Les espaces citoyens, sportifs et culturels pour les jeunes sont gérés et animés de manière inclusive et durable	1.3.1 Nombre (%) d'espaces co-gérés par les bénéficiaires, % avec une sensibilité genre et accessible pour les personnes avec un handicap	1.3.1. 2022 : tbd	1.3.1. 2029 : 100%	1.3.1. Rapport d'activité du projet / rapport d'activité des espaces citoyens.	Les jeunes adhèrent à l'objectif du projet et s'approprient pleinement les objectifs
<b>Produit 4 lié à la réalisation 1</b>	1.4 Les espaces citoyens, sportifs et culturels pour les jeunes servent de support aux activités mises en œuvre dans le cadre de l'OS2	1.4.1 % d'activités soutenues dans le cadre de l'OS2 s'appuyant sur les espaces	1.4.1. 2024 : 0	1.4.1. 2029 : à définir	1.4.1 Rapports d'activité du projet.	Les espaces citoyens sont disponibles et adaptés à la réalisation d'activités
<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1 Les capacités des acteurs de la société civile et leurs réseaux actifs dans les domaines de l'action sont renforcés concernant la gestion de la vie associative, la planification, le plaidoyer, l'engagement civique et citoyen, la formulation de projets, la gestion organisationnelle et financière et la prise en compte des aspects transversaux dont notamment les aspects genre, handicap et environnement	2.1.1 Nombre de bénéficiaires de formations ventilé par sexe, âge et handicap. 2.1.2 Nombre de bénéficiaires de formations faisant une utilisation active des connaissances acquises ventilé par sexe, âge et handicap.	2.1.1. 2024 :0 2.1.2. 2024 :0	2.1.1. 2029 : à définir 2.1.2. 2029 : à définir	2.1.1. Rapports d'activité du projet 2.1.2 Enquêtes post-formation	
<b>Produit 2 lié à la réalisation 2</b>	2.2 Les connaissances des OSCs relatives aux objectifs de l'action sont renforcées et partagées	2.2.1 Nombre de bénéficiaires de formations/sensibilisations relatives à la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la	2.2.1. 2024 : 0	2.2.1. À déterminer	2.2.1. Rapports d'activité	

		<p>promotion de l'égalité hommes-femmes et les problématiques environnementales ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>2.2.2 Nombre d'activités de dissémination/partage des connaissances spontanées recensées</p> <p>2.2.3 Nombre de personnes formées démontrant une maîtrise des principales notions des formations dont elles ont bénéficié (immédiatement après la formation et après x mois) ventilé par sexe, âge et handicap.</p>	<p>2.2.2. 2024 : 0</p> <p>2.2.3. 2024 :0</p>	<p>2.2.2. À déterminer</p> <p>2.2.3. À déterminer</p>	<p>2.2.2. Rapports d'activité</p> <p>2.2.3. Des enquêtes seront faites de manière régulière afin de déterminer la pertinence des formations / publics</p>	
<b>Produit 3 lié à la réalisation 2</b>	2.3 Des activités des OSCs concourant aux objectifs de l'action sont appuyées ;	<p>2.3.1 CREM 2.24 Nombre de personnes ayant directement bénéficié d'interventions soutenues par l'UE dans les domaines de la consolidation de la paix après un conflit civil et/ou de la prévention des conflits ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>2.3.2 CREM 2.28 Nombre d'organisations communautaires de la société civile bénéficiant du soutien de l'UE (ou atteintes par celui-ci)</p> <p>2.3.3 CREM 2.37 Nombre de personnes bénéficiant de programmes financés par l'UE pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste ventilé par sexe, âge et handicap.</p> <p>2.3.4 Nombre d'activités soutenues</p>				
<b>Produit 4 lié à la réalisation 2</b>	2.4 Les OSCs concourent à la gestion et l'animation des espaces de l'OS1	2.4.1. Nombre d'OSCs actives dans la gestion et l'animation des espaces de l'OS1 ventilé par type/spécialisation d'OSC.				

Tous les indicateurs sont à comprendre, dans la mesure de la disponibilité des données, comme étant désagrégés par catégories pertinentes pour le projet, notamment par sexe, par région, statut de handicap, éducation/formation, âge, etc., dans le respect des réglementations applicables en matière de protection des données personnelles.



## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 90 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>3</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (gestion directe) :**

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

L'objet de la (des) subvention(s) est la mise en œuvre de l'objectif spécifique 2 de l'action mentionné au point 3.1 ci-dessus. Il s'agira donc en particulier d'appuyer une/des action(s) visant le renforcement des capacités de la société civile dans une optique de prévention des conflits et de promotion du dialogue interculturel.

##### **b) Type de demandeurs visés**

Les demandeurs visés sont des organisations non gouvernementales (ONG) ayant une expertise avérée dans le domaine du renforcement des capacités de la société civile, de la prévention des conflits et de la citoyenneté.

Si cette partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions partiellement ou totalement ne peut pas être mise en œuvre en gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles, elle peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants : expertise spécifique dans les domaines de l'OS2, capacité de mise en œuvre et expérience du contexte mauritanien.

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de renforcer l'offre d'espaces d'activités citoyennes, sportives et culturelles pour les jeunes, y compris les femmes, dans une logique participative et inclusive, qui contribue à la cohésion sociale aux niveaux local, national et régional (objectif spécifique 1) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

passation de marchés, sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce seuil. La Commission procédera à un contrôle ex ante des procédures d'octroi de subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, l'exécution des marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

La contribution financière couvre, pour un montant de 800 000 EUR, les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

Le pouvoir adjudicateur dans le cadre de ces activités sera le ministère des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs.

Le maître d'œuvre du projet sera le ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement.

Un régisseur et un comptable, ainsi que leurs suppléants, sont désignés par le pouvoir adjudicateur pour la gestion et la mise en œuvre du devis-programme, en accord avec le chef de délégation.

En fonction des pouvoirs qui leur sont délégués par l'autorité du pays partenaire qui les a désignés, le régisseur et le comptable élaborent le devis-programme, l'exécutent, passent des marchés, octroient des subventions, engagent les dépenses et effectuent les paiements correspondants.

Le régisseur et le comptable remettent leurs rapports techniques et financiers au comité de direction du projet, le cas échéant, et au ministère des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, ainsi qu'une copie au chef de la délégation de l'UE.

La Commission autorise la reconnaissance de l'éligibilité des coûts encourus par l'entité chargée de l'exécution à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

#### 4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec le partenaire à la section 4.4.2, ou en toute autre circonstance exceptionnelle justifiée, cette partie de l'action pourra être mise en œuvre en gestion directe à l'aide de subventions

a) Objet de la (des) subventions(s)

Création d'espaces citoyens, sportifs et culturels destinés à la jeunesse dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité.

b) Types de demandeurs visés

Les demandeurs visés sont des organisations non gouvernementales, opérateurs du secteur public ou de l'économie sociale ayant une expertise avérée dans la création, la réhabilitation, l'animation et l'encadrement d'espaces destinés à la jeunesse pouvant concourir aux objectifs de cette action...

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie

dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

<b>Composantes budgétaires indicatives</b>	<b>Contribution de l'Union (montant en EUR)</b>
<b>OS1 : « L'offre d'espaces d'activités citoyennes, sportives et culturelles pour les jeunes, y compris les femmes, est renforcée »</b> composé de	<b>4 000 000</b>
Gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie – voir section 4.4.2	4 000 000
<b>OS2 : « Les initiatives de la société civile représentative de la jeunesse contribuant à la prévention des conflits et de toute forme de radicalisation, la promotion de la culture citoyenne, du dialogue interculturel, intergénérationnel et religieux, la promotion de l'égalité hommes-femmes et les problématiques environnementales sont appuyées »</b> composé de	<b>2 600 000</b>
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	2 600 000
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	<b>200 000</b>
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	<b>200 000</b>
<b>Totaux</b>	<b>7 000 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

**Un comité de pilotage** sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet. Il se réunit au moins une fois par an en session ordinaire et à la demande d'une de ses parties en session extraordinaire. Il a pour mission : d'assurer la cohérence de l'ensemble des activités, de valider la programmation et les lignes directrices, d'ajuster les orientations, d'assurer les arbitrages nécessaires. Il est responsable de l'orientation et du suivi de mise en œuvre du plan de visibilité, et garant de la cohésion des activités avec l'ensemble des politiques nationales. Le comité de pilotage sera composé à titre indicatif : des représentants des ministères concernés, d'autres partenaires techniques et financiers actifs sur place et notamment des États membres de l'UE, d'organisation(s) de la société civile représentative(s) des jeunes filles et garçons, ainsi que les partenaires de mise en œuvre.

**Un comité de suivi technique**, associant les autorités mauritaniennes bénéficiaires, les partenaires de mise en œuvre et la Délégation de l'Union européenne se réunira pour assurer le suivi technique de l'action tous les trois mois. Ce Comité Technique effectuera le suivi opérationnel du projet et se réunira tous les mois. Il procédera aux ajustements techniques du projet, assurera le reporting du projet, préparera les lignes directrices des appels à propositions, effectuera la sélection des projets, dressera un bilan des opérations.

Des structures d'orientation/gouvernance locales seront utilisées dans les « wilayas » (collectivités territoriales) couvertes par l'action, associant les représentants des autorités locales déconcentrées, décentralisées, des représentants des OSC et des autorités coutumières. Dans la mesure du possible ces structures seront communes à d'autres interventions, de l'UE ou d'autres partenaires techniques et financiers.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la

mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Les partenaires de mise en œuvre seront responsables de la collecte des données de référence et de la collecte des données durant la mise en œuvre, y compris lorsque celles-ci nécessitent la réalisation d'enquêtes. Ces données seront mises à jour et transmises en même temps que les rapports de mise en œuvre.

### 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée(s) pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission. Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier de l'impact mesurable des actions sur la cohésion sociale et du nombre important de sous-activités financées.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

L'évaluations analysera la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique est adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action